

Retour des contrôles aux frontières - Position d'EuRegio

La Grande Région est au cœur de l'espace Schengen qui fêtera en 2025 ses 40 ans. Il constitue la pierre angulaire de la libre circulation des citoyens au sein de l'Union Européenne et l'un des éléments fondamentaux qui a permis l'essor et le dynamisme de la Grande Région et fait de notre espace de coopération celui où, en Europe, il existe le plus de flux de travailleurs frontaliers.

La crise de la COVID-19 et la fermeture des frontières qui s'en était suivi avait pourtant démontré clairement que nos territoires étaient certes caractérisés par des forts flux de travailleurs frontaliers mais étaient bien plus que cela. Nos régions transfrontalières sont des bassins de vie marqués par des échanges et des passages d'un pays à l'autre pour bien d'autres raisons comme la santé, les relations familiales ou de situations scolaires et étudiantes.

Pour des raisons légitimes de lutte contre l'immigration irrégulière et de sécurité intérieure, l'Allemagne a décidé mi-septembre de rétablir le contrôle à ses frontières pour une durée de 6 mois. La France va faire de même à partir du 1^{er} novembre.

Nos régions et leurs acteurs politiques qui coopèrent étroitement depuis plusieurs décennies ont également permis de nombreuses interdépendances si bien que les contrôles stricts aux frontières ont des conséquences négatives sur la vie quotidienne de nombreux habitants et habitantes de la Grande Région mais aussi des impacts non négligeables sur la vie économique des entreprises.

EuRegio, l'association des villes et communes en tant qu'instance politique au niveau local dans la Grande Région et proche de nos citoyens

- redoute que ces contrôles temporaires pèsent sur l'économie euro-régionale et la vie quotidienne de nos concitoyennes et concitoyens sans pour autant atteindre l'efficacité escomptée. EuRegio rappelle l'obligation imposée aux États membres de l'espace Schengen durant ces contrôles temporaires : "évaluer la nécessité et la proportionnalité de cette décision et estimer si les objectifs poursuivis ne peuvent pas être atteints par d'autres moyens". EuRegio invite ainsi les États membres à dialoguer avec la Commission européenne pour accélérer la mise en oeuvre des dispositifs automatisés EES (Entry Exit System) et ETIAS (European Travel Information and Authorisation System) qui doivent garantir une meilleure efficacité de l'espace Schengen.
-
- regrette le recul des valeurs européennes dans certains pays ainsi que la présence toujours plus fortes des populismes et des extrémismes dans les instances politiques communales, régionales, nationales et européennes fragilisant le projet de paix et de prospérité que devrait constituer l'Union européenne.
- regrette les exceptions de plus en plus régulières faites aux accords de Schengen comme réponse inadéquate remettant en question l'un des fondements de l'Union Européenne et contraire à l'esprit de l'Europe des citoyens ;